

# **L'islam au Maghreb aujourd'hui**

---

**Rémy Leveau**

Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris

L'islamisme politique est né en Égypte en 1928 avec la création du mouvement des Frères Musulmans par Hassan el Banna. Il s'est ensuite affirmé avec force dans les années 1980, après l'arrivée au pouvoir de Khomeiny en Iran en 1979. Les accords de Camp David, l'assassinat de Sadate et la montée en puissance de courants islamistes en Tunisie puis en Algérie jalonnent son développement dans les années 1980.

## **Un contexte très singulier**

Au-delà de ce contexte régional, on ne peut traiter la question de l'islam au Maghreb aujourd'hui sans s'intéresser aux interactions entre le Maghreb et l'Europe. Le Maghreb – que je réduis ici au Maghreb francophone, l'Algérie, le Maroc et la Tunisie – a, en effet, constitué au cours du temps un sous-système au sein duquel les relations avec l'Europe sont depuis toujours très fortes dans les domaines de la culture, de l'économie et d'un vécu commun incarné aujourd'hui dans l'immigration qui est à bien des égards un sous-produit de l'histoire : un échange forcé entre colonisateurs et colonisés.

L'enjeu pétrolier et gazier représenté par ces trois pays associés dans la production et le transport de l'énergie les lie aussi à l'Europe. Cette situation économique spécifique a d'ailleurs contribué à souder les Maghrébins entre eux, ce que l'on oublie encore trop souvent. L'Europe du Sud n'est pas passée à l'énergie nucléaire grâce au choix, fait dans les années 1980, de s'approvisionner en gaz et d'assurer par là même son indépendance énergétique par l'établissement de liaisons directes par gazoducs. Du fait des investissements consentis des deux côtés dans ces projets, un partenariat durable a pu être initié entre les trois pays maghrébins, l'Europe et certaines compagnies pétrolières internationales, essentiellement américaines. Il convient donc de ne pas faire abstraction de ce contexte économique si l'on s'intéresse à ce qui se passe aujourd'hui au Maghreb. Les islamistes ont d'ailleurs bien compris les enjeux de cette situation, comme le prouve l'absence d'attentats contre les réseaux pétroliers et gaziers.

## ***L'importance de la religion***

Le Maghreb est par ailleurs lié au Moyen-Orient par l'histoire, par la culture, par la religion. L'arrivée au pouvoir de Khomeiny, en Iran, a eu des répercussions sur toute la région. Elle a généré en effet une polarisation de courants politiques dans les trois pays et les années 1980 ont ainsi été marquées par la montée en puissance d'un populisme islamiste en Tunisie et en Algérie. Cette évolution a marqué l'épuisement des mouvements nationalistes arrivés au pouvoir au Maghreb au moment des indépendances.

Après la révolution iranienne, la guerre du Golfe va aussi constituer un tournant très important pour le Maghreb. J'en veux pour preuve le fait que les plus grandes manifestations hostiles à la coalition occidentale ont lieu au Maghreb, dès lors qu'elles ne sont autorisées ni en Syrie ni en Égypte. Au Maroc, la situation est d'autant plus paradoxale que le pays s'est engagé dans la coalition contre Saddam Hussein, mais le roi Hassan II a laissé libre cours aux manifestations orchestrées par les mouvements islamistes soutenant le dirigeant irakien. Les partis islamistes maghrébins ont alors pensé pouvoir submerger le pouvoir politique en place en utilisant un ensemble de mouvements sociaux qui traduisaient le malaise social et politique de la jeunesse urbaine sans emploi et d'une partie de la classe moyenne. Ceci peut d'ailleurs être comparé à ce que l'Europe a pu connaître à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et dans la première moitié du XX<sup>e</sup> du fait de l'urbanisation et de l'industrialisation.

Le facteur démographique est essentiel. Nous nous trouvons en face de populations qui ont doublé en trente ans et où les moins de vingt ans constituent la majorité. Au moment de l'indépendance, l'Algérie comptait environ 12 millions d'habitants. Elle en compte aujourd'hui 30 millions. Les trois pays ont en outre connu une urbanisation particulièrement forte alors qu'ils étaient majoritairement ruraux avant leur indépendance. On trouve aujourd'hui au Maghreb des villes abritant plusieurs millions d'habitants, tout en restant loin d'agglomérations comme Le Caire (16 millions) ou Istanbul (12 millions). Le fonctionnement global de la société aussi a changé du fait de la quasi-généralisation de l'éducation en milieu urbain.

### ***L'urbanisation***

Dans les années qui ont suivi la proclamation des indépendances, d'importantes réformes agraires ont été mises en œuvre, avec souvent comme effet un ralentissement de la production, notamment en Algérie. Dans ce pays, la production pétrolière et gazière contrôlée par l'État a quasiment détruit toute autre forme d'économie, à l'exception d'une économie souterraine et délinquante parfois florissante. Le poids des systèmes centralisés n'est pas sans rappeler les modèles sociopolitiques mis en place dans les pays de l'Est au sortir de la seconde guerre mondiale. Ce système favorise le contrôle de l'État sur la population, dès lors qu'il suffit, comme c'est le cas en Algérie, de redistribuer (ou non...) des ressources provenant en intégralité de la rente pétrolière et gazière.

Cette poussée urbaine a aussi des effets bénéfiques. Elle permet notamment l'extension de l'enseignement. L'alphabétisation des garçons en ville devient alors quasiment totale et les chiffres globaux concernant l'alphabétisation dépassent les 50 %, avec des taux plus élevés encore en Tunisie. Les populations dès lors n'ont plus du tout le même type de rapport avec l'autorité publique que par le passé. La situation de populations essentiellement rurales et analphabètes ne peut en effet être identique à celle de populations urbaines dont le taux d'alphabétisation ne cesse de progresser.

Cette poussée urbaine, couplée à une explosion démographique sans précédent, implique, de fait, un renouvellement des aspirations de la société qu'il devient de plus en plus difficile de satisfaire. Une large partie de la jeunesse récemment diplômée se retrouve en effet sans emploi, ce qui n'est pas sans poser problème. 350 000 jeunes diplômés arrivent ainsi chaque année sur le marché du travail, en Algérie et au Maroc alors que 80 à 100 000 emplois au maximum sont à pourvoir. De surcroît, l'essentiel des emplois disponibles en Algérie se situe dans les secteurs du contrôle social et de la répression – ou de l'opposition violente.

L'instauration du système de visas Schengen entre l'Europe et le Maghreb, impliquant une réduction sensible des mouvements de personnes depuis 1990, a en outre contribué à rétrécir encore davantage l'horizon professionnel de ces jeunes diplômés maghrébins et à fragiliser les liens entre les ressortissants d'une même famille qui se retrouvaient, de fait, dans l'impossibilité de se voir. Les pays du Nord, par leur politique d'immigration restrictive, ont donc contribué à créer un traumatisme qui est venu alimenter le ressentiment éprouvé par une partie des jeunes générations maghrébines à l'égard de l'Occident.

### ***Un pouvoir contesté***

Face à ces sociétés en complète transformation, les pouvoirs en place, au Maghreb, restent profondément autoritaires. Si l'on poursuit la comparaison entre la situation de ces pays et l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle, on retrouve au sein des classes moyennes modernes du Maghreb des réactions de défense et d'hostilité à l'égard de la jeunesse urbaine comparables à celles de la bourgeoisie européenne du siècle dernier à l'égard des classes dangereuses. Les pouvoirs en place aux lendemains des indépendances, constitués par des élites bourgeoises éduquées et au sein desquels les élites militaires ont peu à peu acquis de plus en plus de responsabilités, ne prennent pas le risque d'une éventuelle remise en cause par les urnes. S'il est parfois question de démocratie au Maghreb ou au Moyen-Orient, les gouvernants de ces pays ne souhaitent pas donner le pouvoir au peuple et se soumettre aux choix des gouvernés, comme c'était le cas des partisans du maintien du suffrage censitaire en Europe au XIX<sup>e</sup> siècle. Dans un tel contexte, la participation des gouvernés se fait sur le mode d'une revendication totale et exclusive du pouvoir, au nom d'une doctrine religieuse de réforme de la société. Le discours de contestation et d'égalité s'exprime dans un

vocabulaire islamique. L'Europe a été confrontée au même problème dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle avec l'intégration de la classe ouvrière. Pendant longtemps, les bourgeoisies des grands pays européens refusèrent d'intégrer la classe ouvrière dans le processus électoral.

## Un islam politique

Nous nous trouvons donc confrontés à un islam politique qui naît dans les trois pays du Maghreb dans le contexte général que je viens de brosser. Et je renvoie à deux ouvrages consacrés au sujet, car nous ne pouvons pas ici entrer dans le détail. Il s'agit de *L'échec de l'Islam politique* d'Olivier Roy<sup>1</sup> et de *Jihad*, de Gilles Keppe<sup>2</sup>. J'invite aussi à consulter le numéro spécial de *Vingtième Siècle*. Revue d'histoire sur « Les populismes » dans lequel j'ai posé la question « L'islamisme est-il un populisme ? »<sup>3</sup>.

Bien que l'Algérie soit souvent le premier pays auquel on pense à propos de l'islamisme au Maghreb à cause de la guerre qui s'y déroule, c'est au départ en Tunisie que le mouvement a démarré, à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Il s'apparente alors à une protestation émanant des intellectuels contre les abus et les aspects caricaturaux du mouvement nationaliste tunisien incarné par Bourguiba. Les islamistes tunisiens ne renient pas les aspects positifs en termes de modernisation de cet héritage, mais ils sont alors engagés dans une opposition violente. Le coup d'État de Ben Ali en novembre 1987 a d'abord pour but de limiter la répression excessive que Bourguiba avait mise en œuvre contre les islamistes et d'entamer un dialogue qui durera jusqu'en 1991.

En Algérie, c'est à partir de 1988 que s'effectue le grand retournement. La baisse excessive de la rente pétrolière et gazière en 1986 crée une situation de crise économique et débouche sur les émeutes d'Alger d'octobre 1988. Celles-ci ont probablement reçu le soutien de certains responsables du FLN qui voulaient se débarrasser du Président Chadli. Par la suite, ce dernier s'est appuyé sur les courants islamistes pour contrer le FLN, parti dominant qui était totalement hostile à des réformes politiques, économiques et sociales de la société algérienne, alors que les courants islamistes se montraient plus libéraux et conciliants au départ à l'égard du Président. En juin 1990, les islamistes remportent les élections municipales et pensent, de fait, s'emparer rapidement du pouvoir. En décembre 1991, les islamistes poursuivent leur ascension en remportant les législatives. Mais l'intervention de l'armée interrompt le processus électoral en cours et plonge le pays dans la guerre civile.

De 1993 à 1995, l'armée l'emporte en Algérie, grâce à des méthodes contestables. Elle exerce ainsi un pouvoir total, en cherchant des intermédiaires lui permettant de se délester quelque peu d'un trop plein de responsabilité. Elle finit par se fâcher successivement avec les présidents qu'elle met en place (Zéroual en 1995 puis Bouteflika en 2000). Mais si la victoire de l'armée sur les islamistes est incontestable à partir de 1995, on assiste cependant à une incorporation progressive de la doctrine et des hommes issus des courants islamistes au fonctionnement de la société. Cette époque a également été marquée par des tentatives de négociations qui ont finalement échoué. Il en fut ainsi de la conférence qui a eu lieu à Rome, de novembre 1994 à janvier 1995, sous la responsabilité de la communauté San Egidio.

Au Maroc, le problème est beaucoup plus complexe, dans la mesure où le pays dispose de beaucoup moins de ressources et où le discours politique de la monarchie a toujours intégré l'islam. Les islamistes marocains ont parfois même une protestation vigoureuse à l'égard du pouvoir, mais dans des formes qui rappellent beaucoup celles des oulémas du XIX<sup>e</sup> siècle.

En conclusion, il convient de souligner que les mouvements islamistes sont incontestablement dans les trois pays des mouvements nationalistes. Les islamistes marocains et algériens sont en totale opposition sur la question du Sahara occidental, par exemple. Nous nous trouvons par conséquent confrontés, aujourd'hui, à des avatars nouveaux des mouvements nationalistes. Il convient en revanche d'accorder une attention toute particulière aux mouvements régionalistes qui ont un contenu identitaire très fort et sont probablement, en cela, les véritables rivaux des islamistes. Il n'y a donc pas, au Maghreb aujourd'hui,

---

<sup>1</sup> Paris, Le Seuil, 1993.

<sup>2</sup> Paris, Gallimard, 2000.

<sup>3</sup> Paris, Presses de Sciences Po, n° 56, octobre-décembre 1997.

d'ouverture démocratique possible sans intégration des islamistes au système de représentation. Cela suppose bien évidemment que les islamistes acceptent les règles du jeu et qu'il y ait, de part et d'autre de l'échiquier politique, des évolutions sensibles. Mais cette situation est-elle plus conflictuelle que celle des partis communistes en France et en Italie après 1945, qui représentaient la classe ouvrière et mobilisaient alors plus du quart de l'électorat en tenant un discours d'opposition radicale tout en passant des compromis pratiques avec le pouvoir ?